

Article 29 du Règlement

M. Gustafson: Jamais auparavant l'orientation n'a été aussi stimulante que celle donnée par le premier ministre du Canada (M. Mulroney), le ministre de l'Agriculture et le ministre d'État responsable de la Commission canadienne du blé (M. Mayer).

Des voix: Bravo, Bravo!

• (0130)

M. Benjamin: Est-ce le chœur des forgerons ou le chœur grec?

Une voix: C'est la vérité.

M. Gustafson: Ce n'était qu'un exercice de réchauffement.

M. Foster: C'est le chœur de l'Alléluia.

M. Gustafson: J'aimerais parler un instant des questions soulevées par l'opposition ce soir. La façon dont le NPD et les libéraux ont amené ce débat pose un problème majeur.

Une voix: Le NPD pose un problème majeur!

M. Gustafson: En amenant le débat de la façon dont ils l'ont fait, les libéraux et les néo-démocrates contestent la Commission canadienne du blé et la décision prise et appuyée par les groupements d'agriculteurs et, ce faisant, ils minent la Commission canadienne du blé.

Des voix: Quelle honte!

M. Gustafson: J'aimerais lire à la Chambre certaines des choses que les groupements d'agriculteurs ont dites. Le ministre de l'Agriculture (M. Wise) a réitéré il y a quelques minutes à peine le soutien que le gouvernement a reçu de la part de divers groupements de tout le pays.

Je lirai l'extrait suivant du *Free Press* de Winnipeg:

Le Canada n'a pas les moyens de concurrencer les trésors publics des États-Unis et de la CEE. Le gouvernement aurait fait un mauvais choix s'il avait annoncé des prix initiaux du grain irréalistes et s'il s'était occupé du déficit qui en a résulté après coup.

Ni le NPD ni les libéraux ne reconnaissent la source du problème.

M. Benjamin: Bien sûr que oui.

M. Gustafson: Le problème vient des subventions à l'agriculture versées par les États-Unis et la CEE.

M. Benjamin: Et que faites-vous pour protéger notre secteur agricole?

M. Gustafson: En accordant des subventions, ni la CEE ni les États-Unis ne se sont préoccupés de l'avenir. Nous avons au Canada un gouvernement qui pense à l'avenir. C'est pourquoi nous sommes arrivés à la conclusion que la réponse réside dans une solution internationale.

M. Benjamin: Il faut compter de trois à cinq ans avec de la chance. Qu'entendez-vous faire dans l'immédiat?

M. Gustafson: De toute évidence l'opposition, en voulant intervenir au sujet des prix initiaux du grain fixés par la Commission canadienne du blé, ne se préoccupe pas d'apporter une solution à long terme aux problèmes du marché.

Pour le bénéfice de l'opposition, j'aimerais lire . . .

Une voix: Pourquoi ne nous parlez-vous pas de ce que dit le syndicat de la Saskatchewan.

M. Gustafson: Si l'opposition veut bien écouter un instant, je vous dirai ce que le Syndicat du blé de la Saskatchewan a à dire. Je cite M. Garf Stevenson, président du Syndicat du blé de la Saskatchewan, d'après le *Western Producer* du 23 avril 1987:

. . . le Syndicat appuie la décision du gouvernement de fixer des prix initiaux qui suivent les prix mondiaux.

C'est ce que dit le Syndicat de la Saskatchewan, l'un des plus importants sinon le plus important groupement d'agriculteurs de l'Ouest.

J'aimerais maintenant citer le Syndicat du blé de l'Alberta:

le Syndicat est favorable à l'établissement par la Commission du blé d'un prix initial qui corresponde aux conditions réelles du marché.

Il s'agit du Syndicat du blé de l'Alberta. J'aimerais maintenant vous faire part de ce qu'a dit la *Cattlemen's Association*, d'après le *Western Producer* du 23 avril 1987:

M. Chris Mills, conseiller politique de la *Canadian Cattlemen's Association*, a déclaré que l'Association souscrit au point de vue des groupements de producteurs de grains selon qui il faut fixer des prix initiaux réalistes qui permettent d'avoir «un indice clair» de ce que sont les prix mondiaux et d'éviter de fausser les prix du grain de provende sur le marché intérieur.

M. Benjamin: C'est dur à avaler!

M. Gustafson: Je pourrais poursuivre indéfiniment. La *Western Canadian Wheat Growers Association* dit la même chose: elle est d'accord.

M. Benjamin: C'est un prolongement du parti tory.

M. Gustafson: En fait, je n'ai pu trouver de groupements d'agriculteurs qui s'opposent à cette politique. Nous avons entendu dire toute la soirée que ces groupements n'appuient pas la position que le premier ministre (M. Mulroney), le ministre de l'Agriculture et le ministre d'État responsable de la Commission canadienne du blé (M. Mayer) ont adoptée à ce sujet, pendant la période de questions et tout au long de la semaine dernière.

M. Foster : Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Je me demande si l'honorable député permettra une question.

M. Gustafson: Certainement.

M. Foster: Monsieur le Président, l'honorable député a cité le président du Syndicat de la Saskatchewan, M. Garf Stevenson. Est-il d'accord avec la requête que M. Stevenson formule dans sa lettre où il demande au gouvernement d'accorder d'urgence d'importants paiements d'appoint pour la campagne agricole 1987-1988?